

extérieures actuel. Celui-ci a affirmé à Tecumseh, en Ontario, le 5 mars 1963:

Un gouvernement libéral majoritaire créerait un nouveau ministère de l'Industrie afin de procurer à tout le Canada de nouvelles industries. Pareil ministère nous permettrait de nous remettre en marche. Il examinerait les diverses industries et donnerait un premier élan au Canada dans la voie économique.

La question que je poserai au ministre de la Production de défense à cet égard est la suivante: Quelle augmentation du produit national brut le ministre s'attend-il à ce que nous ayons le plaisir de constater en 1963-1964, par rapport à celle dont nous avons bénéficié en 1962-1963? Je voudrais qu'il fasse savoir à la Chambre comment il peut s'attendre à obtenir un accroissement plus considérable que 8 p. 100.

Une voix: Une nouvelle base.

M. Coates: Ce serait, en effet, une toute nouvelle base. S'il est possible d'arriver à la moitié de ces 8 p. 100, vous pourrez être bien contents. Mais si vous continuez à entraver l'industrie de la façon dont vos commissions et offices indiquent qu'ils vont le faire, vous pourrez dire que vous aurez de la chance si l'on constate en général la moindre augmentation. Je voudrais aussi mentionner ce qu'a dit le ministre actuel des Finances à Chatham, en Ontario, le 28 février 1963:

Les mesures spéciales d'encouragement fiscal favoriseraient la construction de nouvelles usines, l'expansion des anciennes et l'établissement de l'industrie dans les régions de marasme.

A cet égard, j'aimerais signaler au ministre l'œuvre admirable de la société de la Couronne connue en Nouvelle-Écosse sous le nom d'*Industrial Estates Limited* qui a tellement contribué à implanter des industries dans cette province. Le ministre prévoit-il que son nouveau ministère complétera le travail de cette société de la Couronne en Nouvelle-Écosse ou assumera les fonctions dont cette société s'est acquittée si efficacement depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Stanfield dans cette province?

Je tiens aussi à signaler au ministre la situation très grave de la région de Joggins, dans ma circonscription, où la seule houillère de l'endroit est fermée et où les gens ont besoin de travail. Si le ministre pouvait faire quelque chose pour aider cette localité à retrouver la prospérité, comme un de ses collègues l'a suggéré, je sais que les gens de la région lui en seraient très reconnaissants. Je puis lui assurer que nous lui accorderons toute l'aide possible pour y arriver.

On me permettra sans doute de lui signaler aussi la situation qui sévit à Springhill, dans ma circonscription, où il ne reste plus d'industrie d'aucune sorte, mais qui a retrouvé

[M. Coates.]

son équilibre grâce à l'aide magnifique du gouvernement provincial et du gouvernement fédéral, et qui a encore besoin de plus d'emplois pour sa population. La construction d'une institution pénitentiaire dans cette municipalité ne pourrait certes pas être considérée comme l'implantation d'une industrie nouvelle, mais une telle réalisation constituerait une source importante d'emploi pour la population et aurait une grande valeur si les travaux pouvaient commencer aussitôt que possible. Le ministre de la Justice m'a informé que les appels d'offres en vue de la construction de cette institution ne seraient pas faits avant le mois d'octobre de cette année, mais si le ministre pouvait accélérer les choses, peut-être en adjugeant un peu plus tôt le contrat pour le déblaiement du terrain ou d'autres travaux de cette nature, il rendrait un immense service aux gens de la région. J'ajouterais aussi que tout ce que le ministre pourra faire pour aider à implanter d'autres industries à Springhill sera d'un précieux secours pour les habitants de cet endroit, de ma circonscription et de toute la Nouvelle-Écosse.

Les villages d'Oxford et de Parrsboro ont aussi besoin d'aide, au cas où le ministre pourrait leur en fournir, et j'aimerais lui signaler...

M. le président: A l'ordre! Je regrette d'interrompre l'honorable député, mais il a épuisé son temps de parole.

M. Woolliams: Monsieur le président, je suis très heureux de prendre la parole aujourd'hui au sujet de ce projet de résolution. J'ai remarqué qu'en nous le présentant, le premier ministre avait abordé trois ou quatre sujets. Il nous a dit qu'à son avis, un nouveau ministère comme celui-là rendrait service aux industries de fabrication et aiderait à stimuler la production d'un bout à l'autre du pays, afin de créer des emplois pour les 250,000 personnes environ qui entrent chaque année sur le marché du travail. Il a par ailleurs admis qu'une bonne partie du travail de ce nouveau ministère est déjà exécutée à l'heure actuelle par le ministère du Commerce et par le ministère de la Production de défense, mais il a affirmé qu'il n'y aurait pas chevauchement. Il a aussi déclaré que même s'il était nécessaire d'engager d'autres employés, de nommer d'autres bureaucrates, le nombre de ces nouveaux titulaires ne serait pas tellement imposant, car on en emprunterait au ministère du Commerce et au ministère de la Production de défense. Le nouveau ministère qui s'intéressera à l'industrie et qui se chargera d'augmenter la productivité du pays, n'empiétera aucunement, a-t-il dit, sur les droits des provinces. Il a donc demandé à la Chambre, d'approuver la résolution afin que le